

**RAPPORT N° 2024/1-20
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET :

STRATEGIE GLOBALE ET PRINCIPE D'ENGAGEMENT DE LA CINOR DANS UNE DEMARCHE DE COOPERATION INTERNATIONALE DECENTRALISEE

Référence au projet politique :

Orientation 5 : « Être ambitieux, innovant et transparent »

Axe 2: « coopérer avec nos voisins pour progresser ensemble »

Engagement 32 : « Définir une politique de coopération internationale basée sur les compétences de la CINOR »

Considérant :

- La loi 2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leur groupement dite « Loi Thiollière »
- La loi d'orientation du 7 juillet 2014
- La Loi du 5 décembre 2016 qui dispose de l'action extérieure des collectivités d'outre-mer, lesquelles bénéficient de possibilités spéciales, afin de leur permettre de mener des coopérations, y compris avec des États souverains, dans leur voisinage régional.
- L'article L. 1115-5 du code général des collectivités territoriales

Les collectivités territoriales peuvent exercer une compétence de principe pour « *mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire* », sous réserve du respect des engagements internationaux de la France et des compétences régaliennes de l'État.

L'objet du présent rapport est d'acter le principe de l'engagement de la CINOR dans une démarche de coopération internationale pluriannuelle dans le cadre de ses compétences :

- autour des équipements à rayonnement internationaux dont elle dispose de la compétence de gestion ;
- autour des politiques publiques dont elle porte la compétence sur son territoire.

Stratégie de coopération internationale de la CINOR

Les enjeux d'une intégration régionale réussie

L'intégration régionale est porteuse d'enjeux structurants pour La Réunion. La relation entre le territoire et son environnement régional est déterminante du développement territorial à travers la circulation des flux humains et commerciaux. Le retour de la géopolitique à travers les crises globales (COVID, guerre russe en Ukraine, rapport de force Etats-Unis/Chine) a impacté et affecte toujours territoire et directement chaque citoyen à travers la question de l'approvisionnement du territoire et de ses effets sur le quotidien des Réunionnais.e.s (coût de la vie, coût des intrants, pénurie de produits, etc). La question de la réduction des circuits d'approvisionnements est au cœur de la réflexion territoriale. La réponse se trouve, notamment, dans l'accroissement des flux au plus près de l'île. C'est dans ce cadre que demain se développera l'île et que s'y épanouiront les futures générations réunionnaises.

Le développement de ces relations se fera d'autant mieux que les jeunes de La Réunion en général et du territoire Nord en particulier dès aujourd'hui : (i) auront conscience de leur environnement régional et de ses enjeux, (ii) se familiariseront avec cet environnement, (iii) rencontreront les populations de cet environnement. C'est à cet horizon que la politique publique de coopération décentralisée de la ville de Saint-Denis entend préparer la jeunesse dionysienne, afin qu'elle le vive pleinement et contribue à le dessiner plutôt qu'à le subir.

La stratégie de coopération de la CINOR

Dans son projet « CINOR 2030, terre d'avenir : Réussir ensemble le défi du Nord Durable et Solidaire », la CINOR a défini l'objectif de « coopérer avec nos voisins pour progresser ensemble ». Cet objectif se traduit par l'engagement 32 : définir une politique de coopération internationale basée sur les compétences de la CINOR en concentrant ses actions vers des relations de coopération culturelles, humanitaires, universitaires et économiques.

Cette stratégie de coopération s'articule autour de deux axes :

1. Le Nord Durable : coopérer vers la transition écologique dans la zone Océan Indien

Les compétences principales de la CINOR s'organisent autour de l'enjeu de la transition écologique (déchets, eau, énergie et mobilité, biodiversité). Ces compétences développées à l'échelle locale de notre territoire n'ont de sens que si elles s'appréhendent également à une échelle plus large, globale.

La zone Océan Indien est un bassin de coopération pertinent pour traiter de transition écologique. En effet les impacts des activités humaines que développe chacun de nos territoires sont ressentis sur l'ensemble de la zone. Nous partageons les mêmes ressources et avons à gérer collectivement les déchets que nous produisons. Nous sommes soumis aux mêmes phénomènes climatiques pour lesquels une tradition de solidarité india oceanique existe déjà. De la même manière nous commençons à être soumis aux mêmes impacts de la transition écologique.

La transition écologique est fondamentalement systémique et l'avenir de nos territoires est donc intrinsèquement lié. L'enjeu de la coopération autour de la transition écologique dans notre zone Océan Indien est donc majeur pour développer dès aujourd'hui des organisations techniques et sociétales consolidant la collaboration face au risque de tensions autour du partage des ressources et des migrations climatiques.

Cette coopération pourra s'adosser à des organisations telle que la Commission de l'océan Indien (COI), l'Indian Ocean Rim Association (IOR-A), la Southern African Development Community (SADC) et l'Association des Villes et Collectivités de l'Océan Indien (AVCOI)

Cette coopération pourra se matérialiser par :

- la réalisations d'études et de prospectives conjointes pour faciliter l'aide à la décision et la coordination des politiques publiques des différents territoires
- la recherche et le partage de solutions techniques innovantes, en lien avec les acteurs économiques de nos territoire
- l'aide au développement opérationnel d'infrastructure ou d'organisations permettant la gestion de la transition écologique

2. Le Nord Solidaire : partager notre ambition du développement humain

De par la compétence de gestion d'équipements structurant dans les domaines de la culture, du sport, du funéraire et de l'action sociale, la CINOR contribue au développement humain des habitants de son territoire. Par sa stratégie de coopération elle souhaite également pouvoir se positionner sur des projets de partage autour du développement humain dans une logique de solidarité et d'ouverture au monde.

La coopération au sein de la COI est la plus immédiatement perceptible à travers une série de programmes concrets sur les axes de la gouvernance, de l'éducation, de la biodiversité et de la sécurité, notamment maritime dans lesquels la collectivité pourrait s'inscrire.

Cependant le périmètre de coopération pourra être élargie, notamment avec les territoires d'origine du peuplement de La Réunion dans la mesure où il permet également des échanges dans la diversité et une ouverture au monde pour les citoyennes et citoyens de nos territoires qui seront partie prenante dans ses actions.

Je vous demande de bien vouloir :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-CC2024-1-20-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

- Autoriser le Président de la CINOR à engager la collectivité dans le développement d'une politique publique de coopération internationale décentralisée et de signer toutes formes d'accords en conformité avec le cadre réglementaire ;
- Autoriser le Président de la CINOR à engager les budgets nécessaires à la mise en œuvre de cette politique publique de coopération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président
Maurice GIRONCEL



**DELIBERATION 2024/1-20
du Conseil de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET :

**STRATEGIE GLOBALE ET PRINCIPE D'ENGAGEMENT DE LA CINOR DANS UNE DEMARCHE DE
COOPERATION INTERNATIONALE DECENTRALISEE**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu la loi 2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leur groupement dite « Loi Thiollière » ;

Vu la loi d'orientation du 7 juillet 2014 ;

Vu la Loi du 5 décembre 2016 qui dispose de l'action extérieure des collectivités d'outre-mer, lesquelles bénéficient de possibilités spéciales, afin de leur permettre de mener des coopérations, y compris avec des États souverains, dans leur voisinage régional ;

Vu l'article L. 1115-5 du code général des collectivités territoriales :

Les collectivités territoriales peuvent exercer une compétence de principe pour « *mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire* », sous réserve du respect des engagements internationaux de la France et des compétences régaliennes de l'État ;

Sur l'avis des Commissions joint en annexe ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-20 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

ARTICLE 1

Autorise le Président de la CINOR à engager la collectivité dans le développement d'une politique publique de coopération internationale décentralisée et de signer toutes formes d'accords en conformité avec le cadre réglementaire.

ARTICLE 2

Autorise le Président de la CINOR à engager les budgets nécessaires à la mise en œuvre de cette politique publique de coopération.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-CC2024-1-20-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Nombre de votants : 45 (dont 6 procurations)
Suffrages exprimés : 45
Vote pour : 45
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

22 FEV 2024



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-CC2024-1-20-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024